



Déclaration liminaire de la CGT Éduc'Action du Var au CSA – Départemental du 21 Novembre 2025

Comme nous l'avions annoncé lors du précédent CSA, le 29 août dernier, un énième ministre a été nommé après une énième et navrante pantalonnade gouvernementale. En s'accrochant désespérément au pouvoir, l'exécutif ne nomme plus que des fusibles destinés à tenir le plus longtemps possible en dépit de toute considération démocratique. Dans un ministère comme le nôtre, il serait bon que la « continuité » et la « cohérence » ne soient pas qu'un mantra, soit disant « pédagogique », rabâché par les corps d'inspection, mais devienne un objectif à atteindre par nos ministres en priorité.

Nous avons dénoncé également l'aberration des groupes de niveaux au collège, caprice d'un ministrion qui n'est pas resté plus de 6 mois ministre de l'Education nationale, ainsi que l'impasse qu'elle constituerait dans la durée, sans naturellement avoir été entendus... La conjoncture actuelle et la rigueur budgétaire, nous donnent raison, puisque ces groupes n'existeront plus à la rentrée prochaine.

La CGT combat toujours l'existence du Pacte, dispositif insidieux et inéquitable, vicié par la recherche du profit plutôt que celle de la pédagogie, et qui ne répond en rien au problème réel et inquiétant du non remplacement des heures d'enseignements. La rigueur budgétaire et les nouveaux coups de rabot sur les dépenses publiques auront sans doute raison de ce puits sans fond qu'est le Pacte, puisque nous assistons déjà à son assèchement par la réduction de moitié des moyens qui lui sont alloués.

Nous ne nous attarderons pas ici sur les nombreux cas de figure scandaleux où ce dispositif sert à faire autre chose qu'à remplacer effectivement les heures perdues par les élèves... Car là aussi, il faut bien sauver la face... tant qu'un adulte surveille une classe... peu importe ce qu'il lui fait faire !

A ce propos, la CGT tient à dénoncer l'utilisation abusive des TZR que certains chefs d'établissements contraignent à remplacer au pied levé des collègues d'autres disciplines, au prétexte qu'ils sont remplaçants et que surtout personne n'est volontaire pour faire du RCD.... D'ailleurs M. le DASEN il semblerait que ce soit mis en place lors de cette rentrée une organisation de tzt à distance où des collègues tzt de français et maths notamment, font cours depuis leur RAD devant leur ordinateur à des classes pouvant se situer dans toute l'académie. La Cgt Éduc' action est scandalisée par cette manière d'enseigner anti pédagogique qui rend impossible toute interaction véritable entre le professeur et ses élèves. Ce nouveau pansement sur une jambe de bois qui est censé pallier le manque de professeurs remplaçants, risque-t'il malheureusement de s'étendre dans les mois à venir pour devenir une norme ?

Nous remarquons également en cette rentrée la discrète disparition du dispositif NEFLE qui ne verra pas la "*révolution copernicienne*" annoncée par le gouvernement ; l'enterrement en catimini du SNU, duquel nous nous réjouissons particulièrement ; et l'amputation drastique et beaucoup plus grave du Pass culture qui sacrifiera, une fois de plus, nombre de projets culturels sur l'autel de l'austérité. Toutes les mesurette des quinquennats Macron s'écroulent d'elles-mêmes les unes après les autres et rythment la débâcle de tout un système exsangue, puni de son orgueil.

Jouer les Cassandre ne nous amuse pas ! Mais il faut bien reconnaître, une fois n'est pas coutume, que nous, syndicat de professionnels de l'éducation, avons vu juste.

Le budget de l'Education nationale est en passe de perdre, dans les années à venir, son titre de premier budget de l'Etat, au profit de la Défense... cela en dit long sur les priorités gouvernementales et l'époque morose que nous traversons. La très mauvaise copie budgétaire du ministère a entériné une révision du calendrier de mise en œuvre des nouveaux programmes. Si le Conseil supérieur des programmes a travaillé en ce sens, de concert avec les éditeurs de manuels scolaires, le ministère, seul de son côté, a décidé de réduire la voilure face à la nécessité de financer l'acquisition de nouveaux manuels scolaires : seuls les programmes de mathématiques, de français et de langues vivantes en 5ème, ainsi que les programmes d'EMC de 6ème et de 3ème seront renouvelés en septembre 2026.

Le 2 décembre prochain, la CGT appelle d'ailleurs à se mobiliser par la grève contre ce budget, au nom de la justice sociale, fiscale et environnementale, et exige l'abrogation de la réforme des retraites après sa suspension, premier pas en arrière du gouvernement.

Nous ne pouvons tolérer que l'argent du contribuable soit jeté par les fenêtres dans le financement de dispositifs absurdes uniquement destinés à servir l'image de communicants de passage au gouvernement. Nous dénonçons, sans détours et avec force, les coupes budgétaires faites sur le dos de l'Ecole publique et de son principal usager : la jeunesse de notre pays. Le nouveau ministre Geffray, créature de Blanquer, n'est là que pour finir le travail de démantèlement de l'Ecole publique et peaufiner l'œuvre de ses pairs. D'ailleurs, il ne s'y trompe pas puisque, comme nombre de ses prédécesseurs, il a choisi de scolariser ses enfants dans le privé, en mentant ouvertement sur un plateau télé afin de tenter d'éteindre une polémique, déjà en train de le décrédibiliser dans sa fonction. La suppression de 4000 postes d'enseignants titulaires pour, soit disant, "s'adapter" à la baisse démographique n'est qu'un exemple parmi d'autres de ce démantèlement organisé de l'Education nationale. La CGT Educ'Action revendique le maintien de ces moyens afin de pouvoir "bénéficier" du creux démographique et ainsi alléger les effectifs dans les classes.

Nous déplorons aussi l'échec de l'école dite "inclusive" qui devient maltraitante avec les élèves en situation de handicap ainsi que leurs AESH. Le refus de recruter et de former suffisamment de ces personnels, crée des situations intenable où, au prétexte de mutualiser des moyens humains, on déshabille un élève pour en habiller un autre. Encore une fois, l'institution est incapable de répondre dignement aux besoins d'accompagnement de ces élèves et cela crée des conditions de travail souvent déplorables pour des personnels sous-payés et méprisés dont on ne peut pourtant plus se passer. Il en va de même pour les AED, après avoir supprimé leurs postes dans le 1^{er} degré, voilà que, sous couvert de redéploiement et de rationalisation des moyens, leur recrutement serait lui aussi revu à la baisse dans notre département. La CGT Educ'Action exige que ces personnels précaires dont l'institution a un besoin vital, bénéficient d'un véritable statut et soient recrutés en nombre suffisant afin de permettre le bon fonctionnement de nos établissements.

Nous profitons de cette prise de parole pour dénoncer les attaques idéologiques menées par l'extrême droite contre l'Ecole publique qui pratique l'entrisme comme c'est déjà le cas en Auvergne-Rhône-Alpes où la région a conclu un accord avec l'organisme d'éducation à la sexualité "Lift", financé en fait par le milliardaire Pierre-Edouard Stérin au service de l'extrême droite. La CGT Educ'Action dénonce à ce propos la distribution par certains Maires du Var notamment ceux de Fréjus et St. Raphael à tous les élèves des écoles d'un Passeport du Civisme en partie conçu par une association non agréée financée également par Stérin.

Nous alertons aussi sur les risques d'infiltration de nos conseils d'administration ou d'école par des collectifs de parents militants idéologiques, tels que les Parents Vigilants ou les Mamans Louves qui n'ont pour but que d'infléchir les pratiques pédagogiques des enseignants, afin de diffuser le venin de leur pensée régressive et dangereusement

conservatrice. Au nom de la neutralité de l'Ecole publique nous devons tous rester sur le qui-vive, alerter et s'opposer à ces dérives idéologiques qui font le lit de l'extrême droite.

Comme nous l'avions déjà signalé l'an dernier, nous souhaitons à nouveau dénoncer la prolifération des appareils connectés portés par les élèves dans les écoles du département et ce dès la maternelle . En particulier les dispositifs de localisation du type AirTag. Nous vous demandons d'ailleurs M. le DASEN de donner des consignes claires pour interdire a minima ceux qui sont équipés d'enregistreurs sonores . Il n'est pas concevable que les collègues et les autres élèves continuent de travailler en classe en étant enregistrés en permanence ! Cela pose non seulement des problèmes de confidentialité mais aussi de conditions de travail !

La CGT souhaite également lancer une alerte lors de ce CSA.

Nous ne pouvons plus tolérer que des élus locaux se défaussent de leur obligations légales envers les usagers des établissements scolaires qu'ils soient ou non personnels de l'éducation d'ailleurs , faisant ainsi courir un risque potentiel sur la santé vitale de toutes ces personnes !

Par exemple il n'est plus acceptable qu'au rythme très lent de trois visites par an, les membres des F3SCT découvrent que des Diagnostics Techniques Amiante ne soient pas disponibles ou pas à jour, pire encore que des élus refusent sciemment de les communiquer comme à Rougiers ...

La CGT exige que dans les plus brefs délais l'ensemble des Diagnostics Techniques Amiante de tous les établissements scolaires du département soient accessibles a minima aux représentants des personnels.

Concernant spécifiquement l'école élémentaire Jean Jaurès du Luc nous nous félicitons que la mairie ait enfin décidé d'agir après des mois de tergiversations . La CGT Educ'Action 83 incite d'ailleurs tous les personnels à demander dans les plus brefs délais un rendez-vous avec le médecin de prévention, afin de faire reconnaître les risques pour leur santé physiques et psychologiques, liés à un environnement contaminé. Nous savons, malheureusement que cette école n'est que l'arbre qui cache la forêt et que les problèmes liés à l'amiante dans le bâti scolaire constituent une véritable bombe à retardement en matière de santé publique.

Toujours concernant le bâti nous souhaiterions en savoir plus sur le glissement de terrain qui a eu lieu durant les vacances de la Toussaint à la Cité Scolaire Thomas Edison de Lorgues. Pouvez vous nous rassurer M. le DASEN sur les risques d'effondrement de certains bâtiments comme celui du CDI et sur la sécurité des personnels et des élèves ?

Enfin, nous relayons également la détresse de l'équipe éducative du collège Pierre de Coubertin, toujours au Luc, qui voit ses conditions de travail terriblement dégradées : bâtiments où l'eau a été coupée, dangers imminents liés à des installations électriques défectueuses, présence, là aussi, de particules d'amiante dans les sols... ajoutons à cela des classes surchargées et l'on prendra la mesure de l'impossibilité de travailler pour les élèves et leurs professeurs. Le Conseil Départemental et la mairie du Luc enchaînent les réunions permettant de temporiser, mais n'apportent aucune solution immédiate à l'amélioration des conditions de travail de nos collègues. En leur nom, M. le DASEN, nous vous demandons d'intervenir auprès de ces collectivités afin que chacun prennent ses responsabilités et que les choses bougent enfin.